

Conseil exécutif de l'ACEP
Compte rendu de la réunion du 1^{er} octobre 2008
(Partie 2 de la réunion du 24 septembre 2008)
Bureau national de l'ACEP
Salle de conférence
17 h 45

Présences : J. Aggrey (présidence), C. Card, G. Dussault, M. Holyk, J. Horvath, M. Korol, C. Lakaski, M. Mascaro, A. Picotte, A. Sipos, C. Therrien, M. Zinck (téléconférence), C. Danik, J. Ouellette, D. Martin.

Absences justifiées : J -R. Benoit, R. McVicar, L. Perrin, S. Spak, S. Spano.

Adoption de l'ordre du jour

Les points suivants sont ajoutés à l'ordre du jour :

Sous Points aux fins d'approbation : 1 b) Approbation d'un membre du CCJM
Sous Suivis : 2 c) Mise à jour sur le litige des pensions
Sous Suivis : 2 d) Mise à jour sur le Forum de l'Atlantique
Sous Suivis : 2 e) Mise à jour sur l'enquête au SEA
Sous Suivis, points retirés de l'ordre du jour : 2 b) Appui des Assurances Johnson et 2 c) Cotisations

Résolution : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par C. Lakaski que l'ordre du jour soit adopté, avec modifications. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

1 a) États financiers vérifiés

Ce point est reporté à la réunion régulière d'octobre.

1 b) Approbation d'un membre du CCJM

Ce point est reporté à la réunion régulière d'octobre.

2 a) Facture pour la formation en gestion du président

Les factures sont examinées.

2 b) Dissolution du Comité d'examen de la gouvernance

Résolution : Il est proposé par C. Therrien et appuyé par A. Sipos que le CEG soit dissout.

C. Card **invoque le règlement.**

Le président peut prendre la décision de reporter ce point, car L. Perrin est absent et ne peut donc pas s'exprimer sur ce point ou expliquer les raisons motivant la dissolution du comité.

C. Therrien mentionne qu'il peut donner une explication sur la question.

J. Aggrey mentionne que lorsque le membre ayant demandé d'inscrire un point à l'ordre du jour est absent au moment de son examen, le point est alors reporté.

Par conséquent, le point est **reporté**.

J. Aggrey demande à C. Lakaski de le remplacer à la présidence de la réunion.

2 c) Mise à jour sur le litige des pensions

Ce point est reporté.

2 d) Mise à jour sur le Forum de l'Atlantique

Ce point est reporté en raison de difficultés techniques avec le système de téléconférence, ce qui fait que M. Zinck n'est plus disponible.

M. Mascaro pose les questions suivantes sur le Forum de l'Atlantique :

Pourquoi l'événement a-t-il eu lieu alors que les membres n'avaient pas encore approuvé le budget?

Pourquoi un hôtel non syndiqué a-t-il été choisi?

Pourquoi limiter le nombre de participants?

2 e) Enquête au SEA

Il est proposé par J. Horvath et appuyé par A. Sipos que le personnel et le conseiller juridique dressent un résumé de ce que le CEN peut discuter avec les membres à ce sujet.

Il y a **consensus** de retirer la résolution.

3 a) Embauche d'un conseiller juridique

Ce point est reporté.

3 b) Contrat de travail du futur président

Il y a discussion à savoir s'il doit y avoir un contrat de travail distinct pour le poste de président ou s'il faut l'intégrer aux Statuts.

C. Therrien mentionne que le Comité des Statuts et Règlements procède actuellement à l'intégration des conditions d'exercice du poste dans les Statuts, comme l'avait recommandé le conseiller juridique, et que le Comité des finances travaille actuellement aux critères d'établissement du salaire du président.

J. Horvath demande une mise à jour sur la résolution du 9 juillet 2008 et si une suite a été donnée à cette résolution. Il est mentionné que la résolution prévoyait l'imposition d'amendes sévères et qu'aucune décision n'a encore été prise au sujet de ces amendes. Par conséquent :

Résolution : Il est proposé par J. Horvath et appuyé par C. Therrien que le CEN blâme le président et le prive d'une période de paye de six semaines et l'exclut du bureau pendant cette période de temps.

G. Dussault propose un amendement à l'amiable : que J. Aggrey soit suspendu avec rémunération pour six semaines.

L'amendement n'est pas accepté.

A. Sipos propose un amendement à l'amiable : ajouter que J. Aggrey paye les honoraires de consultation d'un conseiller juridique au sujet de la modification du contrat de travail du président.

Pour = 3, contre = 5, abstentions = 2. **Résolution rejetée.**

Résolution : Il est proposé par A. Sipos et appuyé par C. Therrien que le CEN envoie à J. Aggrey une lettre exprimant son mécontentement et que cette lettre soit annexée ([voir annexe A](#)) au compte rendu de la réunion.

M. Holyk propose un amendement à l'amiable : faire référence au compte rendu de la réunion du CEN du 9 juillet 2008.

L'amendement à l'amiable est accepté.

A. Sipos demande le vote par appel nominal sur ce qui précède.

C. Lakaski = pour, M. Holyk = pour, A. Picotte = pour,
C. Card = contre, C. Therrien = pour, M. Mascaro = pour,
G. Dussault = pour, A. Sipos = pour, J. Horvath = pour,

M. Korol = contre.

Pour = 8, contre = 2, abstention = 0. **Résolution amendée adoptée.**

Le conseil discute des étapes de la procédure et le point est reporté.

4 a) Rapport du président

Ce point est reporté.

4 b) Rapport des services professionnels

Conversion EC

- Pas de rapport.
- La conversion attendra la fin du processus de négociation collective.

Négociation collective TR

- Des difficultés sont survenues à la table de négociation.
- L'ACEP a suggéré et l'employeur a accepté qu'un membre de la Commission des relations de travail dans la fonction publique assiste aux réunions à la table de négociation à titre d'observateur.
- Les négociations vont un peu mieux en présence d'un membre de la CRTFP à la table.
- Les parties sont encore assez éloignées l'une de l'autre.
- Il semble de moins en moins probable qu'une entente soit possible avant les Fêtes.
- La prochaine série de réunions est prévue pour les 14, 15 et 16 octobre.

Négociation collective EC

- Les parties se sont rencontrées les 23, 24 et 25 septembre.
- L'ACEP était préparée à faire des progrès et, si c'était possible, à signer une entente de principe.
- L'employeur n'était pas prêt à aborder les questions salariales soulevées par la conversion EC.
- Par conséquent, nous avons travaillé aux questions en suspens, avons écouté la réponse initiale de l'employeur à la proposition salariale de l'ACEP et avons conclu une entente sur les modifications à quelques dispositions.
- L'ACEP a exprimé son mécontentement devant l'incapacité de l'employeur d'aborder la rémunération de façon globale.

- L'ACEP a insisté et il a été convenu qu'à notre prochaine rencontre à la table, la discussion porterait d'abord sur la rémunération avant que nous abordions le reste des autres questions.
- L'employeur a indiqué que les élections ont rendu impossible un retour à la table avec un mandat complet avant le mois de novembre au plus tôt.
- Il n'y a qu'une très mince chance qu'une entente de principe puisse être conclue avant les Fêtes.

Le groupe TR et la prime au bilinguisme

- L'ACEP a publié un article de fond sur la prestation de services dans les deux langues officielles et la prime au bilinguisme dans son dernier numéro d'Entre professionnels.
- En conséquence, nombre de nos membres TR ont revu leurs tâches et se sont renseignés auprès de la direction au sujet du profil linguistique de leurs postes.
- Plusieurs membres ont déposé des griefs avec l'appui et l'aide de l'ACEP.

Rapport sur le colloque du CNM

- Je suis désolé, mais je n'ai pas de rapport. D'autres dossiers ont eu la priorité.

Le nouveau site Web de l'ACEP

- Nous espérons lancer le nouveau site Web en septembre.
- Il sera lancé à la mi-octobre.
- La nouvelle structure vise à faire du site Web un instrument plus convivial pour trouver les informations et accéder aux services.

5 a) Comité des candidatures et des résolutions

D. Martin fait le point sur le travail du comité et signale que celui-ci s'est réuni à midi aujourd'hui pour examiner les biographies des candidats. Elle mentionne que l'échéance du 15 septembre prévue aux Règlements concerne la confirmation de l'éligibilité des candidats et non l'approbation des biographies.

Le Comité des candidatures et des résolutions organisera une réunion de consultation des candidats afin de discuter du débat des candidats et des

mesures de sécurité à prendre pour l'expédition des trousseaux de scrutin et la réception des bulletins de vote.

Il est mentionné que l'Assemblée générale annuelle aura bien lieu le 27 novembre 2008.

5 b) Comité des finances

M. Mascaro demande des informations sur les coûts de l'AGE et de la réunion des dirigeants des sections locales.

Quelqu'un demande quand sera fournie la répartition de 2007 des coûts des surplus des pensions.

Il est mentionné qu'il faille ajouter une note ou des notes au budget pour les éléments de dépenses extraordinaires.

Levée de la séance

La séance est levée à 22 h 50.